



38E RÉUNION ANNUELLE RÉSEAU DE PRÉVENTION DES CRISES ALIMENTAIRES

MOT D'OUVERTURE



Dr Ibrahim Assane Mayaki
Président honoraire
du Club du Sahel et
de l'Afrique de l'Ouest

Excellence Monsieur le Président de la République Togolaise
Mesdames et Messieurs les Ministres
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs
Messieurs les présidents des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA
Monsieur le Secrétaire exécutif du CILSS
Mesdames et Messieurs les hauts représentants des partenaires techniques et financiers
Mesdames et Messieurs les représentants de la société civile, des autorités coutumières et religieuses

Chers membres du RPCA
Honorables invités

Permettez-moi d'exprimer ma profonde gratitude à SEM. Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République Togolaise, pour l'accueil de la 38e réunion annuelle du RPCA. Je salue son leadership et son engagement personnel pour la cause alimentaire, en témoigne sa présence parmi nous. Cela mérite reconnaissance et acclamations! J'exprime également ma reconnaissance à leurs Excellences Touray et Diop, Présidents des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA, au Dr Laoukein Kourayo, Ministre Coordonnateur du CILSS, les organisations agropastorales et du secteur privé, ainsi qu'aux partenaires techniques et financiers pour leur engagement sans faille en faveur l'éradication de la faim et de la malnutrition dans la région.

Mesdames, Messieurs, Distingués invités,

En 2020 nous parlions d'une crise alimentaire sans précédent quand la région totalisait une vingtaine de millions de personnes nécessitant une assistance d'urgence. En l'espace de deux ans, ce chiffre a presque doublé. Le constat est terrible et je dirais même glaçant. Quels mots devons-nous utiliser dans quelques années si la tendance se poursuit? Vers quoi allons-nous?

Ce que je crois est que si nous n'y prenons pas garde, si nous n'arrivons pas – collectivement – à mettre en œuvre des réponses structurelles appropriées, la question alimentaire risque de devenir un facteur majeur de « **déstabilisation** » de nos sociétés. D'ores et déjà les mots « *faim, vie chère, pauvreté* » rythment les revendications sociales dans plusieurs pays. *Une personne affamée et sans perspective de revenu est en danger. Elle est également un danger en puissance; car elle est prête à tout tenter pour sa survie, y compris par la violence.* Cette évidence, nous la connaissons tous.



Mesdames, Messieurs, Chers participants,

En créant le RPCA, l'ambition des décideurs politiques de la région et de leurs partenaires était de mieux prévenir les crises alimentaires, plutôt que de se contenter de gérer les urgences. **Je veux dire ici que nous avons fait des progrès incontestables**; progrès que beaucoup de régions du monde nous envient. Cependant, je dois dire aussi que **ces progrès sont trop lents**. Nous savons que la question alimentaire et nutritionnelle relève d'une course de fond et non de vitesse ; mais ce que nous disent les chiffres toujours plus inquiétants, c'est qu'il faut passer à la vitesse supérieure au risque d'être définitivement débordés par l'ampleur des problèmes.

Le fait est qu'aujourd'hui, nous sommes encore insuffisamment outillés et insuffisamment coordonnés face à des crises de plus en plus complexes, et face auxquelles les pouvoirs publics semblent désorientés. Désorientés à tel point que l'on assiste au retour de réflexes de **«repli sur soi»**. Au moment où je vous parle, pas moins de 1.3 millions de têtes de bétail transhumant sont bloqués dans les espaces transfrontaliers du fait des mesures sécuritaires. Sans oublier les mesures restrictives à l'exportation de produits vivriers, prises par certains pays. Or nous savons que le renfermement sur soi n'est pas la solution à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Nous savons que les crises - alimentaires, sanitaires, sécuritaires, économiques - sont de nature régionale ; et que par conséquent les solutions sont également de nature régionale. La solidarité régionale n'est pas une posture idéologique, c'est une nécessité existentielle qui ne doit en aucun cas être remise en cause.

Mesdames, Messieurs Honorables invités

Tous les pays de la région sont conscients de la nécessité d'investir dans l'avenir, d'innover pour que les chaînes alimentaires de demain répondent efficacement aux enjeux. La plateforme industrielle d'Adétikopé en est un exemple que je me dois de saluer. Inaugurée en 2021 par le Président Faure Essozimna Gnassingbé, cette plateforme relève d'une ambition systémique qui est de créer de la valeur ajoutée à partir des ressources naturelles du Togo. Dans d'autres pays, des parcs agro-industriels, agropoles ou zones économiques spéciales, fleurissent également ou sont en projet. Ces zones deviennent des instruments de développement lorsqu'elles s'inscrivent dans des politiques économiques inclusives.

Cet élan doit être encouragé. Toutefois, l'efficacité et les impacts de ces initiatives seraient davantage amplifiés si un certain nombre de considérations étaient prises en compte. Je n'en citerai que trois.

La première est la reconnaissance de la complexité croissante de l'équation alimentaire. Il n'existe pas solution universelle ; cette évidence doit irriguer les enceintes décisionnelles de la région et des partenaires. Pour être efficaces, nos politiques et actions doivent fournir de manière holistique des réponses plurielles. Cela demandera une amélioration significative de nos capacités à analyser les données.

La deuxième est que les solutions durables au défi de l'empilement des crises et des turbulences passent par les capacités de la région à optimiser et à tirer le meilleur parti des interdépendances alimentaires entre les pays. Avons-nous les ressorts politiques internes nécessaires pour créer cette communauté d'intérêts réciproques et cette solidarité intelligente basées sur les avantages comparatifs de chacun? J'ai l'intime conviction que l'éradication de la faim et de la malnutrition passe par là.

Enfin, la troisième considération est que la solution au problème alimentaire réside dans le long terme. Nous devons dorénavant inscrire nos ambitions, engagements politiques et financiers dans le cadre de **« Contrats de générations »**, au moins 20-30 ans – Bien au-delà des mandats électoraux. Aussi bien les États de la région que leurs partenaires doivent désormais reformater leurs moules de fabrication des politiques et leurs instruments d'intervention dans ce sens, si nous voulons espérer gagner le pari de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable pour tous.

Mesdames, Messieurs, Honorables invités

Pour terminer mes propos, je rappellerais simplement que **« l'impatience et la colère des affamés »** vont grandissantes, avec toutes les implications sociales, économiques et politiques que cela représente pour la région. Nous devons donner la priorité à **l'ACTION** dès maintenant, plutôt que le discours. C'est le sens de l'appel que nous avons collectivement lancé lors de la consultation de haut niveau en avril dernier entre les acteurs politiques de la région et leurs partenaires internationaux – dont je saisis d'ailleurs l'occasion pour leur renouveler ma sincère reconnaissance, notamment à l'endroit de l'UE et des USA.

Plein succès aux travaux de la 38e réunion annuelle du RPCA.

Je vous remercie pour votre attention.

